



Istanbul / 152e Assemblée de l'UIP

La diplomatie parlementaire mobilisée pour la paix mondiale

Réunissant plus de 130 délégations du 15 au 19 avril 2026, la 152e Assemblée de l'Union interparlementaire s'est ouverte à Istanbul dans un contexte mondial marqué par de fortes tensions géopolitiques. Sous le thème « Cultiver l'espoir, consolider la paix et assurer la justice pour les générations futures », les parlementaires...



PAGE 9

COOPERATION



Nouvelle stratégie pour le Sahel

Le Togo a réussi à réunir divers acteurs aux allures clivantes

Le samedi 17 avril 2026, le Togo, l'Alliance des Etats du Sahel (AES) et la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (Cédéao) ont tenu une réunion préparatoire à la rencontre de haut niveau sur la présentation de la nouvelle stratégie du Togo pour le Sahel, une stratégie pour rapprocher ...

PAGE 3

AVIATION



Aéroport International Gnassingbé Eyadema / Aéro festival

Héritage et perspectives du transport aérien togolais

Dans le cadre des festivités marquant les 10 ans de la nouvelle aérogare de l'Aéroport International Gnassingbé Eyadema (AIGE), l'Aérofestival lancé le 16 avril 2026 à Lomé a été marqué, vendredi 17 avril, par un panel riche en échanges autour ...

PAGE 8



Réunion de Lomé sur le Sahel

L'UE remercie le Togo pour l'important service rendu

Le président du Conseil, Faure Essozimna Gnassingbé a échangé le samedi 18 avril 2026 avec le représentant spécial de l'Union européenne (UE) pour le Sahel, sur des questions d'ordre régional et multilatéral.

PAGE 3

DERNIERES HEURES

FIFTO 2026 : le cinéma africain en pole position

La 9e édition du Festival international du film du Togo (FIFTO) s'est achevée samedi à Lomé, marquant la fin d'une semaine dédiée au cinéma africain et à la valorisation des langues locales. Placé sous le thème « Raconter nos réalités : cinéma africain en langues locales et récits du quotidien », l'événement a réuni artistes, diplomates et acteurs culturels venus d'Afrique et d'Asie.

Présent à la cérémonie, le ministre de la Culture, Isaac Tchiakpe, a salué un rendez-vous devenu incontournable. Pour lui, la clôture n'est pas une rupture mais un « clap de séquence », symbole d'une dynamique appelée à se poursuivre. Il a réaffirmé l'importance des langues locales comme levier d'identité et de cohésion sociale. Le délégué général du festival, Essahanam Padaro Awesso, a dressé un bilan positif, soulignant les ateliers de formation et le programme FIFTO Class qui ont permis d'initier de jeunes talents aux métiers du cinéma. Les débats et master class ont, selon lui, renforcé la transmission des savoirs. Le FIFTO s'impose ainsi comme un espace de création, de formation et de rayonnement du cinéma africain.

PRODUITS FNFI

Echos des bénéficiaires

Kamassan Abla : entre contraintes familiales et reprise d'activité, le choix de travailler pour soi

PAGE 2

Togo Media Foot 2026

CBI Togo devient sponsor officiel de la première édition

Le paysage médiatique et sportif togolais s'enrichit d'une initiative inédite. Le 15 avril 2026, CBI Togo a officialisé son partenariat avec les promoteurs du Festival Togo Media Foot 2026, s'engageant en qualité de sponsor officiel de cette première édition.



PAGE 11



SOMMAIRE

Marché de la dette
Le Togo lève 33 milliards FCFA et consolide sa
crédibilité financière régionale



P 5

Éliminatoires coupe du monde féminin U17
Le Togo stoppé au premier tour



P 10

Togo Media Foot 2026
CBI Togo devient sponsor officiel de la première
édition



P 11

Echos des bénéficiaires des produits FNFI

Kamassan Abla : entre contraintes familiales et reprise d'activité, le choix de travailler pour soi

À Assahoun, dans la préfecture de l'Avé, Kamassan Abla exerce aujourd'hui comme coiffeuse dans un petit atelier qu'elle a ouvert elle-même. Son parcours n'a rien d'exceptionnel au sens spectaculaire, mais il dit beaucoup de ces trajectoires discrètes où l'on avance avec peu de moyens, en s'appuyant uniquement sur ce que l'on sait faire. Formée à la coiffure, elle n'a pourtant pas pu se lancer immédiatement après son apprentissage, faute de ressources. Le métier était là, mais les conditions pour démarrer ne suivaient pas. « J'avais appris, mais je n'avais rien pour commencer », résume-t-elle simplement.

Elle met alors son projet de côté et entre dans une vie familiale. Elle se marie, donne naissance à deux enfants, et s'éloigne pendant un temps de son activité. La coiffure reste en arrière-plan, comme une possibilité non réalisée. Mais une difficulté survient, un moment où les ressources deviennent insuffisantes et où elle ne trouve pas de solution immédiate autour d'elle. « Il y a eu un moment où ça n'allait pas, et même mon mari ne pouvait pas m'aider. C'est là que j'ai compris que je devais me débrouiller », explique-t-

elle.

Recommencer avec presque rien

Sans capital, sans local, elle décide de reprendre la coiffure à domicile. Les débuts sont simples : quelques clientes du voisinage viennent se tresser chez elle. Elle travaille dans des conditions limitées, avec peu de matériel, mais cela lui permet de relancer doucement son activité. « J'ai commencé à tresser à la maison. Ce n'était pas facile, mais au moins je faisais quelque chose », raconte-t-elle. Cette phase, souvent invisible, constitue pourtant la base de ce qu'elle construit aujourd'hui.

Au fil des semaines, elle met de côté de petites économies. Les revenus restent modestes, parfois irréguliers, mais elle s'impose une discipline : ne pas abandonner et continuer à avancer. Avec le temps, elle parvient à réunir suffisamment pour louer une petite boutique. Ce n'est pas un grand espace, mais c'est un cadre de travail stable. « Quand j'ai pris la boutique, j'étais contente. Ce n'est

pas grand, mais c'est à moi pour travailler », dit-elle avec une satisfaction contenue.

Structurer petit à petit son activité

C'est dans cette phase qu'elle découvre le Fonds

matériel, amélioration de ses conditions de travail. « Tout ce que j'ai pris, j'ai mis dans mon travail. Ça m'a aidée à mieux m'organiser », explique-t-elle.

Aujourd'hui, son atelier reste modeste. Elle n'a pas encore d'apprenti et

avance », affirme-t-elle.

Ce qu'elle retient surtout, c'est le chemin parcouru. D'un métier appris mais non exercé, elle est passée à une activité qu'elle contrôle désormais, même à petite échelle. Elle se



Kamassan Abla

National de la Finance Inclusive (FNFI). Elle bénéficie du produit APSEF, qui lui permet de renforcer progressivement son activité. Les montants obtenus sont investis de manière concrète : achat de mèches, petit

continue de travailler seule. La clientèle se construit progressivement, au fil du bouche-à-oreille et de la régularité de son travail. Mais elle ne se compare pas et ne se précipite pas. « Je vais doucement. Ce n'est pas encore grand, mais ça

dit aujourd'hui épanouie, non pas parce que tout est acquis, mais parce qu'elle a retrouvé une forme d'indépendance. « Maintenant, je travaille pour moi-même. Et ça, ça me suffit pour avancer », conclut-elle.

Ceci est un programme du ministère chargé du développement à la base et de l'économie sociale et solidaire



Récépissé N° 0522/31/03/15/HAAC
Edité par DIRECT MEDIA RCCM
N° TG_LOM 2015 B 1045
BP : 30117 Lomé - Togo
Tél : (+228) 97 87 12 42
Facebook: togomatin
E-mail : atogomatin@gmail.com
Site web: www.togomatin.tg
Tw: @togomatin1
Cacavéli: 04, Rue Satelit, 3e Mson avant Groupe Cafper

Directeur de publication :
Motchosso Kodolakina

Secrétaire de rédaction :
Edy Alley

Responsable web :
Carlos Amevor

Comité de rédaction :
Françoise Dasilva

Alexandre Wémima

Edem Dadzie

Caleb Akponou

Affo-Djèlè Alarba

Responsable administrative, financière
et commerciale:
Amah Essognim

Graphiste:
Eros Dagoudi

Imprimerie: Direct Print

Distribution : TogoMatin
Tirage : (2000 exemplaires)

Togo-Canada

La diversification du partenariat économique au cœur d'une audience

Le président du Conseil, Faure Essozimna Gnassingbé s'est entretenu le samedi 18 avril 2026 avec le Haut-commissaire du Canada, Myriam Montrat.



Faure Gnassingbé (à droite), et Myriam Montrat (Crédit photo : Présidence du Conseil)

Cette audience s'inscrit dans le cadre des relations d'amitié et de coopération entre le Togo et le Canada. Dans cette dynamique, Myriam Montrat a abordé avec le président du Conseil plusieurs sujets d'intérêt commun, notamment la diversification du partenariat économique, un enjeu stratégique pour le renforcement de ce partenariat. Les échanges ont également porté sur les questions de paix et de sécurité, des piliers essentiels pour la stabilité et l'attractivité du pays. Cette rencontre a offert l'occasion à Myriam Montrat de saluer les efforts du Togo en matière

de consolidation de la paix dans la sous-région et sur le continent. Elle a réaffirmé l'engagement des autorités canadiennes à renforcer la coopération bilatérale et à soutenir le Togo dans ses différentes initiatives de paix et de stabilité en Afrique.

Le Canada accompagne le Togo dans la mise en œuvre des projets de développement, principalement dans les domaines de l'éducation, de la santé globale et de l'égalité du genre. Les deux pays entretiennent également un partenariat dynamique dans les secteurs du commerce et des affaires.

Edem Dadzie

Réunion de Lomé sur le Sahel

L'UE remercie le Togo pour l'important service rendu

Le président du Conseil, Faure Essozimna Gnassingbé a échangé le samedi 18 avril 2026 avec le représentant spécial de l'Union européenne (UE) pour le Sahel, sur des questions d'ordre régional et multilatéral.

João Gomes Cravinho séjourne à Lomé dans le cadre de la réunion de haut niveau sur la nouvelle stratégie du Togo pour le Sahel (2026-2028). Il a félicité le président du Conseil pour la portée diplomatique de cette rencontre, en saluant l'esprit de dialogue constructif et la convergence de vues qui ont caractérisé les travaux. « J'ai eu l'opportunité de féliciter le président du Conseil pour le succès de la réunion de Lomé qui a célébré la nouvelle stratégie du Togo pour le Sahel. C'était un moment de rassemblement, d'unité et d'échanges qui a favorisé la convergence de vues entre les différents interlocuteurs, notamment des ministres des pays de l'Alliance des États du Sahel ainsi que des représentants de plusieurs pays africains. Je suis optimiste et je pense que le Togo a rendu un service important à la région et à la communauté internationale », a-t-il indiqué.

João Gomes Cravinho a également abordé avec le président du Conseil le partenariat entre le Togo et l'Union européenne. Il s'est réjoui de la qualité de cette coopération et a exprimé la volonté de l'instance européenne de soutenir le Togo dans sa politique de développement, en particulier dans les domaines des énergies renouvelables, de l'économie numérique et de la sécurité.

« Nous sommes en train de bâtir de nouvelles

liées aux tensions internationales. Nous avons également échangé sur les opportunités dans l'agrobusiness, le digital ainsi que sur les questions relatives aux réformes sécuritaires. Plusieurs projets sont à l'horizon dans ces différents secteurs. C'est vraiment une relation qui s'intensifie et qui est très prometteuse », a ajouté le diplomate.

Le représentant spécial de l'Union européenne pour le Sahel s'est



Faure Gnassingbé (à droite) et le représentant de l'UE/Crédit photo : Présidence du Conseil

possibilités de partenariat très intéressantes. Je fais particulièrement référence aux actions engagées en matière d'énergies renouvelables, ce qui est très important, surtout dans le contexte actuel de crise énergétique

réjoui de la vitalité du dialogue entre Lomé et Bruxelles et de l'approche concertée des deux parties sur les questions de développement et de coopération régionale.

La rédaction

Nouvelle stratégie pour le Sahel

Le Togo a réussi à réunir divers acteurs aux allures clivantes

Le samedi 17 avril 2026, le Togo, l'Alliance des États du Sahel (AES) et la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest (Cédéao) ont tenu une réunion préparatoire à la rencontre de haut niveau sur la présentation de la nouvelle stratégie du Togo pour le Sahel, une stratégie pour rapprocher les positions, renforcer le dialogue politique entre les États et consolider la paix dans le Sahel et l'Afrique de l'Ouest face à la menace terroriste et à l'insécurité.



Photo de famille entre les chefs de la diplomatie du Togo, de l'AES, le président de la Commission de la Cédéao et le médiateur de la Cédéao pour le Sahel (Crédit photo : diplomatie.gouv.tg)

La nouvelle stratégie du Togo pour le Sahel, qui a été présentée le samedi 18 avril 2026, repose sur 5 piliers, à savoir : le dialogue politique entre le Togo et l'AES; la lutte contre le terrorisme ; l'intégration des peuples ; la croissance économique entre le Togo et les pays de l'AES ; l'éducation, la formation et

le partage des ressources dans l'espace AES et le Togo.

Cette réunion a été présidée par le prof. Robert Dussey, ministre des Affaires étrangères, de la Coopération, de l'Intégration africaine, et des Togolais de l'extérieur,

sur les instructions du président du Conseil, Faure Essozimna Gnassingbé. Elle a rassemblé les ministres des Affaires étrangères de l'AES, le président de la Commission de la Cédéao accompagné du médiateur chargé des négociations avec les pays de l'AES.

Cette nouvelle stratégie s'inscrit dans la continuité de l'engagement du Togo au Sahel et vient se substituer à l'ancienne stratégie de 2021, qui a servi de cadre à l'action du pays au Sahel durant les quatre dernières années.

Les raisons qui concourent à l'élaboration d'une telle stratégie

L'environnement régional et international connaît aujourd'hui de profondes perturbations et recompositions géopolitiques, marquées par la persistance des menaces à la paix et des défis sécuritaires. Au Sahel, la menace terroriste perdure et s'étend progressivement vers les États du littoral du Golfe de Guinée.

Une recomposition

géopolitique est intervenue dans la région de l'Afrique de l'Ouest avec la sortie du Burkina Faso, du Mali et du Niger de la Cédéao, et la création de l'AES. Le défi d'agir davantage dans l'intérêt de la stabilité régionale demeure une priorité.

C'est dans ce sens qu'une nouvelle stratégie Togo-Sahel (2026-2028) a été élaborée. À travers ce document, le pays veut adapter son engagement au Sahel aux réalités émergentes, tout en renforçant sa contribution à la stabilité régionale et à la coopération entre les pays du Sahel et ceux du Golfe de Guinée.

Les dynamiques actuelles du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest appellent à une

Suite à la page 4

Nouvelle stratégie pour le Sahel Suite de la page 3**Le Togo a réussi à réunir divers acteurs aux allures clivantes**

adaptation des approches et à une coordination renforcée entre l'ensemble des acteurs. Un tel environnement régional a rendu nécessaire l'option d'aller vers une nouvelle stratégie Togo-Sahel qui va structurer les actions du Togo dans la région au cours des années à venir. La réunion de haut niveau, tenue le 18 avril 2026, a

revêtu une importance particulière. Elle a offert une occasion précieuse et rassemblé les représentants régionaux et les acteurs internationaux pertinents autour des échanges fructueux sur la nouvelle stratégie et la région du Sahel en pleine mutation depuis la création de l'AES. Cette réunion de haut

niveau avait pour objectif général de créer un dialogue constructif autour de la nouvelle stratégie Togo-Sahel (2026-2028) et de la région du Sahel. Plus spécifiquement, elle visait à présenter la nouvelle stratégie Togo-Sahel (2026-2028) en mettant en exergue les piliers d'intervention prioritaires et la vision qui

guideront l'engagement du Togo dans l'espace sahélien au cours des trois prochaines années ; renforcer le dialogue politique entre le Togo et les États du Sahel.

Ce fut par ailleurs l'occasion d'offrir un espace d'échanges et de dialogue entre gouvernements, organisations régionales/

internationales, envoyés spéciaux de la région du Sahel et acteurs de la société civile sur les évolutions du contexte régional, les défis communs et les solutions à envisager ; et de contribuer au dialogue en faveur de la stabilité, de la sécurité et de l'intégration régionale.

TM

Investiture de Denis Sassou Nguesso**Savi de Tové était aux côtés d'autres dirigeants du continent**

Le président de la République, Jean-Lucien Kwassi Lanyo Savi de Tové a pris part le 16 avril 2026 à Brazzaville, à la cérémonie officielle d'investiture du président Denis Sassou Nguesso réélu à la tête de son pays à l'issue du scrutin du 15 mars dernier.

Cette cérémonie solennelle qui s'est déroulée au stade de la Concorde à Kintélé a rassemblé de nombreux dirigeants africains, ainsi que de hautes personnalités venues d'autres continents. Avant son entrée en fonction, le chef de l'État Denis Sassou Nguesso a prêté serment s'engageant notamment

à défendre la nation congolaise, à garantir la paix et la justice pour tous.

Il a également réaffirmé son engagement à préserver l'unité nationale durant le nouveau quinquennat placé sous le signe de la stabilité, de la cohésion, de la démocratie et du développement économique. Le président congolais a exprimé sa gratitude à tous les dirigeants des pays qui ont fait le déplacement de Brazzaville pour assister à cette cérémonie d'investiture et les a assurés de sa volonté de renforcer la coopération entre son



Jean-Lucien Kwassi Lanyo Savi de Tové (à droite), et Denis Sassou Nguesso (Crédit photo : Présidence de la République)

pays et les différents partenaires.

À l'occasion de cette cérémonie solennelle, les chefs d'Etat et de gouvernement ont félicité le président Denis Sassou Nguesso pour son élection et lui ont souhaité plein succès dans l'exercice de son nouveau mandat. Le Togo et le Congo entretiennent un partenariat dynamique et diversifié dans des domaines d'intérêt commun, tant sur le plan bilatéral que dans les cadres inter-régional et multilatéral.

E. Dadzie

Cabinet d'avocats Maître KATAKITI Afoh Gado,
Avocat au Barreau du Togo

VENTE SUR SAISIE IMMOBILIERE

Il est porté à la connaissance du public qu'il sera procédé à la vente aux enchères publiques le **08 mai 2026 à 11 heures**,

Par-devant le Tribunal de Grande Instance de Lomé siégeant au palais de justice de ladite ville, de l'immeuble objet du titre foncier n°18679 RT Vol XCIV F°131 appartenant à dame AGBOMSON Mawussé Sessé, épouse d'ALMEIDA ;

A LA REQUETE DE

La société **IB bank TOGO, Société Anonyme** avec conseil d'administration au capital de Dix-sept milliards cinq cent millions (17.500.000.000) de francs CFA, BP : 363 Lomé-TOGO, Tél : 22 23 55 00, ayant son siège social à Lomé-TOGO, 169, Boulevard du 13 janvier, immatriculée au RCCM sous le numéro TG-LOM 1974 B 0521 - CIB : T0024K, SWIFT : BTCITGTG, représentée par son Directeur Général, demeurant et domicilié audit siège ;

Ayant pour conseil Maître **KATAKITI Afoh Gado**, Avocat au Barreau du Togo, quartier Atikoumé (FUCEC-ATIKOUME), en allant vers le campus, Rue BADJENOPE (3^{ème} Rue à droite, à 200m), 05 BP : 840 Lomé-TOGO, Tél. : 22 22 13 73, E-mail : cabinetkatakiti@gmail.com, ayant tout pouvoir à l'effet des présentes ;

AGISSANT EN VERTU :

- 1- De la grosse d'impôt en forme exécutoire de la convention de compte courant en date du 20 mars 2000 et de la convention de crédit en date du 29 juillet 2016 ;
- 2- D'un commandement aux fins de saisie immobilière établi par acte de Maître Bawini-Dama KPELOU, Huissier de justice à Lomé, en date du 31 octobre 2025, et servi à dame AGBOMSON Mawussé Sessé, épouse d'ALMEIDA, Pharmacienne, demeurant et domiciliée à Lomé, Avenue de la Libération, Tél : 90 04 05 99 ; puis publié pour valoir saisie par le Conservateur de la propriété foncière le 14 novembre 2025 ;

DESIGNATION :

Un immeuble urbain bâti consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier d'une contenance de 08a 59ca sis à Lomé Aflao-Agbalépédogan, limité au Nord par la réquisition n°10892, au Sud par le lot n°600, à l'Est par une rue non dénommée et à l'Ouest par la réquisition n°10896, objet du Titre foncier n°18679 de la République Togolaise Volume XCIV Folio 131 appartenant à dame AGBOMSON Mawussé Sessé, épouse d'ALMEIDA ;

Sont également comprises, toutes les aisances, dépendances et appartements dudit immeuble sans aucune réserve ni exception et notamment les immeubles par destination et toutes les nouvelles constructions et améliorations qui pourraient y être faites postérieurement ;

MISE A PRIX

Les enchères seront reçues sur la mise à prix de cinquante-deux millions six cent dix-sept mille huit cent soixante-quinze (52.617.875) francs CFA.

Et ce, sous réserve de toutes autres charges, clauses et conditions insérées au cahier des charges dressé par Maître KATAKITI Afoh Gado, Avocat à la Cour, en date du 12 décembre 2025, lequel peut être consulté au greffe du Tribunal de Grande Instance de Lomé.

Fait à Lomé, le 16 avril 2026

Par Maître KATAKITI Afoh Gado,
Avocat poursuivant

Pour Maître KATAKITI Afoh
et par substitution
Maître ZILHOUB LEMONE Yanick
Avocat

Finances

Ecobank Transnational Incorporated affiche un bénéfice record de 801 millions de dollars en 2025

Installé à Lomé, le groupe bancaire panafricain Ecobank Transnational Incorporated franchit un cap significatif dans son développement. Pour l'exercice 2025, l'institution annonce un bénéfice avant impôts de 801 millions de dollars, en progression de 21 % sur un an. Le revenu net suit la même trajectoire, atteignant 2,45 milliards de dollars, soit une hausse de 17 %. Des performances que le groupe présente comme les plus élevées enregistrées depuis plus d'une décennie.

Au cœur de cette dynamique, une amélioration notable de l'efficacité opérationnelle. Le ratio d'exploitation recule à 48,3 %, contre 52,8 % en 2024, passant pour la première fois sous le seuil symbolique de 50 %. Ce glissement traduit un changement structurel : la croissance des revenus dépasse désormais celle des charges, signe d'une gestion plus maîtrisée à l'échelle consolidée.

L'évolution des principaux agrégats confirme cette tendance. Les dépôts clients progressent de 4,9 milliards de dollars pour s'établir à 25,3 milliards, reflet d'une confiance renouvelée des épargnants et des entreprises. Dans le même temps, les encours de crédit atteignent 12,8 milliards de dollars, traduisant une activité soutenue de financement des économies où le groupe est implanté. Par segment, la Banque des grandes entreprises et d'investissement se distingue nettement. Elle enregistre un bénéfice avant impôts de 697 millions de dollars, en hausse de 40 %, portée par le financement du commerce et les opérations sur les marchés de capitaux. La Banque commerciale et des particuliers ne sont pas du reste, avec une contribution de 480 millions de dollars, en progression de 27 %, illustrant la vitalité du segment des PME et des clients individuels.

Sur le plan de la rémunération des actionnaires, le conseil d'administration propose le versement d'un dividende de 40 millions de dollars. Bien que modeste, avec un taux de distribution inférieur à 7 %, cette décision marque la reprise des paiements après deux années d'interruption. Au-delà des chiffres, ces résultats traduisent la consolidation progressive d'un modèle bancaire panafricain en quête de performance durable, fondé sur la diversification des activités et une discipline financière accrue.

E. A

Exploitation des carrières

Le Togo engage un audit pour renforcer la gouvernance du secteur

Le Togo amorce une nouvelle étape dans la régulation de son secteur extractif. Le ministère délégué chargé de l'Énergie et des Ressources minières a lancé un avis à manifestation d'intérêt en vue du recrutement d'un consultant chargé de conduire un audit des carrières de matériaux de construction.

Cette démarche traduit une volonté affirmée d'améliorer la transparence et la qualité du suivi des activités extractives. Elle vise à établir une lecture précise des volumes réellement exploités, des recettes générées et du niveau de conformité aux exigences réglementaires. Dans un secteur où les données demeurent parfois fragmentaires, l'initiative entend poser les bases d'un diagnostic rigoureux. Concrètement, la mission reposera sur des investigations de terrain. Des descentes sont prévues sur les différents sites afin d'en évaluer l'état, de contrôler les dispositifs de mesure et de collecter des données techniques fiables à l'aide d'outils adaptés. L'audit inclura également une reconstitution de l'état initial des gisements, ainsi qu'une estimation des volumes extraits, harmonisée dans une unité commune pour

faciliter les comparaisons.

Les informations recueillies seront ensuite confrontées aux données déclaratives et fiscales, provenant des entreprises exploitantes, des collectivités

d'apprécier le respect des engagements pris en matière de responsabilité sociale.

À l'issue de cette mission, le ministère entend se doter d'une base documentaire fiable



Mines

territoriales et des services administratifs. Ce croisement permettra d'identifier d'éventuels écarts entre les quantités extraites et les revenus déclarés, et d'en analyser les causes.

Au-delà des aspects économiques, l'exercice intègre une dimension environnementale et sociale. Il s'agira notamment de vérifier la conformité des activités aux autorisations délivrées, d'évaluer l'impact des exploitations sur les écosystèmes et

et actualisée. Cet outil devrait faciliter la prise de décision, renforcer les mécanismes de contrôle et, le cas échéant, orienter des réformes destinées à améliorer la gouvernance du secteur minier.

Les soumissions sont attendues jusqu'au 29 avril 2026. La mission, prévue pour une durée de 3 mois, s'annonce comme un levier structurant pour une exploitation plus encadrée et durable des ressources du pays.

E. A

Marché de la dette

Le Togo lève 33 milliards FCFA et consolide sa crédibilité financière régionale

Le Togo confirme, une fois encore, sa capacité à mobiliser des ressources sur le marché régional des titres publics. Le 17 avril 2026, le pays a levé 33 milliards de FCFA à l'issue d'une émission d'Obligations assimilables du Trésor (OAT), dépassant ainsi l'objectif initial de 30 milliards fixé par les autorités financières.

Cette opération s'est distinguée par un engouement notable des investisseurs. Les soumissions ont culminé à 120,7 milliards de FCFA, soit un taux de couverture de 402,39 %. Ce niveau de demande, largement supérieur à l'offre, traduit une confiance soutenue dans la signature souveraine du Togo, dans

un environnement pourtant marqué par des arbitrages financiers de plus en plus exigeants.

Dans le détail, la tranche à trois ans a capté la part la plus importante des ressources, avec 20 milliards de FCFA mobilisés à un taux d'intérêt de 6,15 %. Les obligations à cinq ans ont permis de lever 10 milliards à 6,35 %, tandis que la maturité à sept ans, plus longue, a contribué à hauteur de 3 milliards avec un rendement de 6,50 %. Cette structuration des émissions illustre une approche équilibrée, combinant recherche de liquidités à court et moyen termes et allongement progressif de la durée de la



Centre administratif, économique et financier de Lomé

dette.

Au cumul, le Togo totalise désormais 115,5 milliards de FCFA mobilisés depuis le début de l'année 2026 sur le marché Umoa-Titres. Cette émission constitue par ailleurs la deuxième intervention du pays au cours du deuxième

trimestre, période au cours de laquelle les autorités ambitionnent de lever 185 milliards de FCFA.

Sur l'ensemble de l'année, les besoins de financement sont estimés à 463,5 milliards de FCFA, en cohérence avec un budget

de l'État arrêté à 2751 milliards de FCFA. Dans ce contexte, le recours au marché régional apparaît comme un levier stratégique, permettant de diversifier les sources de financement tout en consolidant l'ancrage du pays dans les mécanismes financiers sous-régionaux.

Au-delà des performances ponctuelles, cette opération traduit une dynamique plus profonde : celle d'un État qui, progressivement, renforce sa crédibilité, structure sa dette et s'inscrit durablement dans une relation de confiance avec les investisseurs.

E. A

Urbanisation au Togo

Quand les villes impactent le progrès

Loin de se limiter au déplacement géographique, l'urbanisation intègre l'ensemble des actions publiques visant à organiser, structurer et orienter le développement des villes et du territoire. Au Togo, où l'on estime à 42 % le taux d'urbanisation, le processus s'accompagne d'une mutation qui témoigne de l'engagement du gouvernement à promouvoir un développement durable.

Selon les données du cinquième recensement général de la population et de l'habitat (RGPH-5), conduit en 2022 par l'Institut national de la statistique et des études économiques et démographiques (Inseed), 42 % de la population togolaise vit en milieu urbain. Ce taux d'urbanisation, en progression au fil des décennies, traduit une transformation des équilibres territoriaux, économiques et sociaux du pays.

services publics, à l'éducation, à la santé et aux infrastructures. Elles concentrent les activités commerciales, administratives et industrielles, devenant les moteurs visibles de la croissance nationale.

Un taux de 42 % place le Togo dans une phase intermédiaire de transition urbaine. Le pays n'est plus majoritairement rural, mais il conserve un ancrage agricole. Cette configuration hybride appelle à des politiques équilibrées, capables de renforcer l'attractivité et la viabilité des villes tout en soutenant le développement des zones rurales. Pour les habitants, l'urbanisation signifie souvent un meilleur accès aux services essentiels tels que l'eau potable, l'électricité, les établissements scolaires et les centres de santé de qualité.

Toutefois, la concentration des populations en ville exerce une pression accrue

Pour soutenir un développement économique et spatialement équilibré, de réduire les disparités régionales, de favoriser la création d'emplois et d'inciter le secteur privé à investir dans les zones les plus défavorisées. Pour ce faire, une attention particulière est dans un premier temps accordée à la capitale togolaise Lomé, qui ne cesse de subir ces dernières années une pression démographique. Celle-ci due en partie à l'exode rural et à un fort taux de natalité.

Dans cette logique, celle de trouver des solutions durables aux problèmes qui minent l'aménagement du territoire et l'urbanisation rapide, le District autonome du Grand Lomé (DAGL) a été doté, en 2018, d'un schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme. Ce document de planification, finalisé en 2023, régit l'urbanisation de la capitale togolaise pour les prochaines années. Ce nouveau plan est entre autres censé améliorer l'occupation spatiale, éliminer les déséquilibres structurels et renforcer l'attractivité de la capitale togolaise.

En 2015, pour renforcer les actions du Togo dans l'amélioration du cadre de

un développement économique et spatialement équilibré, de réduire les disparités régionales, de favoriser la création d'emplois et d'inciter le secteur privé à investir dans les zones les plus défavorisées.

Pour ce faire, une attention particulière est dans un premier temps accordée à la capitale togolaise Lomé, qui ne cesse de subir ces dernières années une pression démographique. Celle-ci due en partie à l'exode rural et à un fort taux de natalité.

Dans cette logique, celle de trouver des solutions durables aux problèmes qui minent l'aménagement du territoire et l'urbanisation rapide, le District autonome du Grand Lomé (DAGL) a été doté, en 2018, d'un schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme. Ce document de planification, finalisé en 2023, régit l'urbanisation de la capitale togolaise pour les prochaines années. Ce nouveau plan est entre autres censé améliorer l'occupation spatiale, éliminer les déséquilibres structurels et renforcer l'attractivité de la capitale togolaise.

Le schéma directeur du DAGL apporte des solutions aux problèmes urbains que rencontrent les populations de Lomé, notamment le coût élevé des terrains urbains, les mauvaises conditions de logement, et l'absence de dessert des quartiers en eau et électricité, à travers la régulation de la dynamique de l'urbanisation. Il fixe également les orientations fondamentales, harmonise les programmes de l'État, ainsi que ceux des collectivités locales et des établissements.

En quoi consiste la politique d'urbanisme au Togo ?

Épine dorsale du développement, la politique d'urbanisme

au Togo encadre le développement des villes, la construction de logements, les transports et les infrastructures. Cherchant à gérer la croissance urbaine, elle favorise la cohésion sociale, promeut la durabilité et de meilleures conditions de vie à la population.

En s'engageant dans cette démarche, celle d'assurer un cadre de vie décent à la population, le Togo entend réduire les disparités régionales, favoriser la création d'emplois et faire de la croissance démographique un moteur de développement.

Pour le Togo, l'urbanisme durable repose avant tout sur une vision anticipatrice. Il ne s'agit plus seulement d'étendre les villes, mais de les organiser avec méthode. Les schémas directeurs d'aménagement intègrent désormais des considérations environnementales, la gestion du foncier et la nécessité d'espaces publics fonctionnels.

C'est une approche qui, à bien des égards, vise à limiter l'étalement anarchique, à réduire les risques d'inondation et à améliorer la qualité de vie des habitants.

Des mesures et actions concrètes

Dans un contexte mondial marqué par des conséquences de plus en plus néfastes des dérèglements climatiques et face à la persistance des difficultés économiques, sources d'inégalité croissante, il urge de repenser les modèles urbains. Le Togo qui, du reste, s'est engagé à trouver des solutions durables.

Partant du constat qu'il devient impératif d'adopter des stratégies innovantes pour anticiper, gérer les crises urbaines tout en assurant l'accès aux services et équipements de base,



Vue aérienne de la ville de Lomé

De ce qui précède, il ressort que l'urbanisation n'est pas un simple déplacement géographique. Elle reflète une recomposition des modes de vie, des aspirations et des dynamiques productives.

Les villes togolaises attirent par leurs opportunités d'emploi, leur accès aux

sur les infrastructures existantes. Le logement, le transport, l'assainissement et la gestion des déchets deviennent donc des défis quotidiens à relever pour éviter l'expansion de quartiers précaires et la dégradation du cadre de vie.

Soutenir la mutation urbaine

vie de ses populations, l'Assemblée nationale adoptait un projet de loi-cadre sur l'aménagement du territoire, à différentes échelles, qui sert de base à la mise en œuvre de la politique nationale dans le domaine.

Pour les autorités togolaises, l'ensemble de ces dispositifs a pour objectif d'assurer

le gouvernement a inscrit la lutte contre la vulnérabilité urbaine dans ses priorités.

Sous le leadership du président du Conseil, Faure Essozimna Gnassingbé, cette lutte est inscrite dans la Feuille de route gouvernementale arrivée à terme fin 2025. À travers le ministère de l'Urbanisme, de l'Habitat et des Réformes foncières, des initiatives structurantes sont mises en œuvre avec le concours de plusieurs acteurs pour planifier des villes durables.

L'année 2026 verra de nouveaux progrès en matière d'urbanisme durable et de logement social. Parmi les initiatives à prendre se trouvent la finalisation des études de faisabilité et les travaux préparatoires pour l'aménagement d'une zone d'habitat planifié sur le site de Kpomé-Dalavé, d'une superficie de 1 177 hectares.

Autres actions planifiées par le gouvernement : doter 13 communes de plans locaux d'urbanisme. Ce sont Oti-Sud 1, Dankpen 1, Haho 1, Vo 2, Blitta 1, Est-Mono 1, Amou 2, Tchaoudjo 2, Tchamba 1, Kozah 2, Zio 3, Mô 2 et Agou 1.

Une autre mesure que le pays compte déployer est d'assurer le contrôle du respect des normes de construction par l'instruction des demandes de permis de construire ; d'élaborer et de vulgariser la politique de réforme foncière ; de réceptionner partiellement les travaux d'aménagement, d'assainissement et de bitumage de 14,34 km de rues urbaines à Lomé. Il est également question

de poursuivre les travaux d'aménagement, d'assainissement et de bitumage de 9,43 km à Aflao-Sagbado, ainsi que les travaux d'assainissement de la zone Agoè-Houmbi à Lomé ; d'achever les travaux de drainage urbain et de voirie à Dapaong ; de collecter et d'évacuer les déchets à la décharge finale d'Aképe dans le Grand Lomé.

Aussi sera-t-il question

public et de mieux structurer les villes, en les rendant plus sûres et plus attractives.

L'urbanisme durable implique par ailleurs une gouvernance inclusive. La préservation des espaces verts et la protection des zones sensibles figurent parmi les priorités.

La prise de conscience est évidente au Togo : le développement urbain ne peut être dissocié

stimule ainsi l'innovation et la productivité, surtout lorsque la planification urbaine accompagne la croissance démographique. La question de l'emploi demeure centrale. Les flux migratoires internes, notamment ceux des jeunes en quête d'opportunités, alimentent la dynamique urbaine. La création d'emplois formels s'intensifie, portée par le PND, relayé par la Feuille de route gouvernementale,

117 communes, contre 10 milliards l'année précédente, témoignant de son engagement à accompagner le processus d'urbanisation à la base.

Relever les défis qui s'imposent

L'urbanisation rapide du Togo n'est pas exempte de difficultés. Elle engendre des défis majeurs tels que l'inondation récurrente due à l'insuffisance de l'assainissement, la difficile gestion des déchets



Circulation au rond-point Colombe de la paix

d'entretenir les ouvrages d'assainissement et les bassins de rétention d'eaux pluviales dans le Grand Lomé ; de produire et de promouvoir les matériaux locaux de construction ; et de créer et rendre opérationnel l'Institut géographique national du Togo (IGNT).

De grands investissements en vue

Les investissements à réaliser sont importants. In fine, ils permettront d'améliorer le réseau routier, de moderniser les systèmes d'assainissement, de développer l'éclairage

de la responsabilité environnementale et sociale.

Retombées de l'urbanisation pour l'économie D'un point de vue économique, la progression de la population urbaine favorise la diversification des activités. Les secteurs du commerce, des services, de la transformation industrielle et du numérique trouvent dans les villes un écosystème propice à leur essor.

L'urbanisation au Togo

qui a notamment favorisé l'émergence de la plateforme industrielle d'Adétikopé, entre autres initiatives structurantes.

L'urbanisation à hauteur de 42 % implique également un impératif de gouvernance locale renforcée. Les collectivités territoriales sont appelées à jouer un rôle accru dans la planification, la gestion des services et la participation citoyenne. Cette année, l'État a porté le Fonds d'appui aux collectivités territoriales (Fact) à 12 milliards de francs CFA pour les

solides, l'étalement urbain incontrôlé et le déficit de logements sociaux. Elle a également pour conséquence la surcharge des infrastructures existantes et l'accentuation des inégalités sociales.

Face aux défis susmentionnés, il urge donc pour l'État de poursuivre les réformes, l'investissement dans le capital humain et de développer les zones rurales pour limiter le déplacement massif des jeunes vers les milieux ruraux.

Caleb Akponou

#MaCarte MaLiberté

JUSQU'AU 31 JUILLET 2026

DEMANDEZ
VOTRE CARTE
**OPEN OU
CHALLENGE**
VIA L'APPLICATION
**MYCORIS BANK
OU EN AGENCE**
INFO : 8283

Aéroport International Gnassingbé Eyadema / Aéro festival

Héritage et perspectives du transport aérien togolais

Dans le cadre des festivités marquant les 10 ans de la nouvelle aérogare de l'Aéroport International Gnassingbé Eyadema (AIGE), l'Aérofestival lancé le 16 avril 2026 à Lomé a été marqué, vendredi 17 avril, par un panel riche en échanges autour de l'histoire, de l'impact et des ambitions de la plateforme aéroportuaire.

Placée sous le thème « AIGE : Héritage, transformation, rayonnement et fierté d'une nation », cette journée dédiée au Togo a permis de revisiter les grandes étapes ayant conduit à la modernisation de l'aéroport et à son positionnement en tant que hub majeur en Afrique de l'Ouest.

D'importants acteurs des premières heures du secteur aérien togolais ont partagé leurs expériences, retraçant les débuts modestes de la plateforme et les efforts consentis pour aboutir à une infrastructure conforme aux standards internationaux.

Parmi les intervenants, des figures comme M. Walla Konga, Tchagbele Sandamba et Komla Kowu. Ils Pascal ont évoqué les fondements et les motivations ayant conduit à la transformation de l'aéroport, sous la modération de M. Sunsa Komla Amewokpo. Tous ont mis en lumière le chemin parcouru et l'engagement des pionniers du secteur aérien national.

Le Directeur général de la Société aéroportuaire de Lomé-Tokoin (SALT), Kanka-Malik Natchaba a souligné l'importance de ce panel comme devoir de mémoire et source d'inspiration pour la jeunesse. Il a rendu hommage aux bâtisseurs du secteur aérien togolais, tout en saluant la vision stratégique des plus hautes autorités du pays, qui ont permis la réalisation et le développement de la nouvelle aérogare.

Le ministère de la Promotion de l'Investissement et de la Souveraineté économique a également

mis en avant son rôle dans le développement de l'écosystème aéroportuaire. À travers des dispositifs juridiques et fiscaux adaptés, ainsi que la digitalisation des procédures, il contribue à renforcer l'attractivité de la plateforme et à dynamiser les activités économiques, notamment le fret et le transport de passagers. Le conseiller technique, Maurice Potcho, a invité les jeunes à se former pour répondre aux exigences des entreprises opérant dans ce secteur en pleine croissance.

La compagnie aérienne ASKY Airlines a, pour sa part, présenté son évolution et son rôle stratégique à Lomé, qui constitue son principal hub. Elle dessert aujourd'hui une trentaine de destinations à travers le continent et ambitionne de renforcer ses connexions avec le reste du monde dans les années à venir.

L'événement a également enregistré la participation d'étudiants issus de six universités, venus s'imprégner des réalités du secteur aérien et bénéficier de conseils pratiques sur les métiers de l'aviation.

Prévu jusqu'au début du mois de mai, l'Aéro festival propose un programme diversifié comprenant des panels sur la sécurité aérienne et le lien entre aviation et tourisme, ainsi que des activités culturelles et sociales. Parmi celles-ci figurent une course populaire, un concert, des excursions touristiques, des expositions artistiques à l'aéroport et l'installation prochaine d'un kiosque « Destination Togo » pour informer les voyageurs.

Des actions solidaires sont également prévues, notamment l'équipement d'un établissement scolaire et des initiatives en faveur de localités comme Niamtougou, où se situe le second aéroport du pays.

TM



Istanbul

La diplomatie parlementaire mobilisée pour la paix mondiale à la 152e Assemblée de l'UIP

Réunissant plus de 130 délégations du 15 au 19 avril 2026, la 152e Assemblée de l'Union interparlementaire s'est ouverte à Istanbul dans un contexte mondial marqué par de fortes tensions géopolitiques. Sous le thème « Cultiver l'espoir, consolider la paix et assurer la justice pour les générations futures », les parlementaires appellent à renforcer la coexistence pacifique, le respect du droit international et une action collective face aux crises sécuritaires, climatiques et technologiques.

Dans un monde traversé par des tensions persistantes, cette rencontre s'impose comme un espace de dialogue et de responsabilité. Les conflits en Europe, au Moyen-Orient et en Afrique rappellent, avec une acuité particulière, la fragilité de l'équilibre international. À la tribune, les interventions convergent vers une même exigence : faire de la coexistence pacifique un socle incontournable des relations entre les peuples.

Parmi les voix marquantes, celle de Hadja Mémounatou Ibrahima a résonné avec gravité et conviction. Elle a rappelé que « la guerre n'est jamais lointaine » et que seule l'acceptation des différences peut prévenir les conflits. Insistant sur le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, elle a plaidé pour une lecture rigoureuse du droit international, dans le respect des principes inscrits dans la Charte des Nations unies.

Dans ce carrefour symbolique entre continents, Istanbul offre un cadre propice à une réflexion collective sur les défis contemporains. Au-delà des crises sécuritaires, les parlementaires ont également évoqué les menaces structurelles : insécurité alimentaire, dérèglement climatique et émergence non régulée de l'intelligence artificielle.

L'Assemblée met ainsi en

lumière le rôle central de la diplomatie parlementaire. Les appels à renforcer l'éducation à la paix, à promouvoir l'inclusion des

Pour les participants, il ne s'agit plus seulement de constater les fractures du monde, mais d'y apporter des réponses concrètes et

à l'action collective. Faire de la paix un engagement quotidien, refuser l'indifférence et préserver les générations futures :



femmes et des jeunes dans les processus politiques, et à soutenir les mécanismes de médiation se multiplient.

durables. En clôture de son intervention, Hadja Mémounatou Ibrahima a lancé un appel solennel

tels sont les défis que les parlementaires entendent relever au terme de cette rencontre internationale.

TM

COPIE

NOTIFICATION ET REMISE DE LETTRE

L'An Deux Mil Vingt-Six (2026)
 Et le Vendredi Dix-sept (17) Avril 2026 à 15 h 54

A la demande de **ORABANK-TOGO**, Société Anonyme (S.A.), avec Conseil d'Administration, au capital de (20 038 220 0000) de FRANCS CFA, RCCM : TOGO - LOMÉ 2003 B 0949 - Banque N°TG116K - Swift ORBKTGTG, ayant son siège social au 11, avenue du 24 janvier - 01 BP. 325 Lomé 01 - TOGO, Tél (228) 22 21 62 21 - Fax : (228) 22 21 62 25, www.orabank.net, représentée par son Directeur Général, demeurant et domicilié en cette qualité audit siège :

Notifié et remis à :
Monsieur AGASSI KOSSIVI SEDOFIA, Ex-employé de banque, Tél : 90 28 33 76, demeurant et domicilié à Lomé, où étant et parlant à :

L'intéressé plaçant ni domicile ni résidence connus et étant insaisissable sur son numéro de téléphone connu. Il est procédé à la signification conformément à l'article 58 du code de procédure civile.

L'original d'une lettre sur papier en-tête de **ORABANK-TOGO**, Société Anonyme (SA), référencée N°2401/OTG/DG/DREC/DRJ/NT, datée du 13 Avril 2026, à lui adressée, ayant pour objet « Lettre de clôture juridique de compte. »

Commencant par :

« Nous nous référons au procès-verbal de diligence en date des 30 et 31 mars 2026 dressé par Maître ALOU BANASSA Kamlan, Huissier de justice à Lomé, faute de vous avoir retrouvé pour vous notifier la lettre d'invitation à l'arrêté contradictoire de votre compte courant en date 27 mars 2026, pour vous rappeler que vos engagements dans nos livres à la date du 31 mars 2026, sauf erreur ou omission, s'élevaient à la somme de vingt-six millions trois cent trente-trois mille quatre-vingt-six (26 333 086) FCFA.

Et terminée par :

« Veuillez agréer, Monsieur, nos meilleures salutations. »

La présente notification est faite à toutes fins que de droit.

SOUS TOUTES RESERVES A CE QU'IL N'EN IGNORE

Je lui ai, étant et parlant comme ci-dessus, remis et laissé tout l'original de la lettre susvisée que copie de présent exploit dont le coût est de 30.000 FCFA.

L'HUISSIER

Orabank
Togo

Lomé, le **13 AVR 2026**

Monsieur **AGASSI KOSSIVI SEDOFIA**
 Ex-employé de banque
 BP : 65 Lomé
 Tél : 90 90 28 33 76
 Lomé - TOGO

Objet : Lettre de clôture juridique de compte

Monsieur,

Nous nous référons au procès-verbal de diligence en date des 30 et 31 mars 2026 dressé par Maître ALOU BANASSA Kamlan, Huissier de justice à Lomé, faute de vous avoir retrouvé pour vous notifier la lettre d'invitation à l'arrêté contradictoire de votre compte courant en date 27 mars 2026, pour vous rappeler que vos engagements dans nos livres à la date du 31 mars 2026, sauf erreur ou omission, s'élevaient à la somme de vingt-six millions trois cent trente-trois mille quatre-vingt-six (26 333 086) FCFA.

L'arrêt de toutes opérations sur ledit compte courant ainsi que l'absence de toute collaboration, nous amènent à clore ce compte sans que nous n'ayons plus disposé à poursuivre les relations d'affaires avec Orabank Togo SA dans le cadre de la convention de compte courant qui lie nos deux parties.

Aussi, nous voyons-nous dans l'obligation de procéder à la clôture juridique de compte courant et concomitamment, nous mettons-nous en demeure de nous couvrir, dans un délai de quinze (15) jours à compter de la réception de la présente, de la totalité de son solde ci-dessus mentionné plus les intérêts à courtir au taux légal de la BCEAO jusqu'au remboursement complet. A défaut, nous nous verrons dans l'obligation de recourir au recouvrement de notre créance par toute voie de droit ; tous frais au taux de 15% HT à sa charge.

Il vous est loisible dans le même délai, de produire toutes pièces ou justificatifs d'opérations effectuées sur le compte pouvant modifier le solde sus indiqué, il reste entendu que, faute de réaction de votre part, le solde dudit compte sera réputé contradictoirement arrêté et ne pourra plus souffrir d'aucune contestation.

Veuillez agréer, Monsieur, nos meilleures salutations.

Le Directeur général
 Guy-Martial AWONA

Le Directeur du recouvrement
 Kossi Ehiarn de SOUZA

Place de l'Indépendance, Angle Av. des Nations et R. Grégoire - BP 88 Lomé - TOGO
 Tél. : (228) 22 21 62 21 - Fax : (228) 22 21 62 25
www.orabank.net
 ORABANK - TOGO S.A. au capital de 20 038 220 000 FCFA - RCCM : TOGO - LOMÉ 2003 B 0949 - Banque N°TG116K - Swift ORBKTGTG

Jeux Commonwealth 2026**Le Togo s'active pour une participation historique**

Membre du Commonwealth depuis 2022, le Togo se prépare activement pour sa première participation aux Commonwealth Games Glasgow. Cette compétition de haut niveau qui se tiendra du 23 juillet au 2 août 2026 réunira des athlètes des pays membres du Commonwealth, y compris le Togo.

Engagé à promouvoir ses talents sportifs à l'étranger, le Togo multiplie des efforts pour une meilleure représentativité de ses talents dans les compétitions internationales.

Ainsi, pour la première fois de son histoire, le pays participera en juillet prochain à Glasgow en Écosse aux Jeux du Commonwealth. Selon le Comité national olympique (CNO-Tog), il s'agit d'une première participation prestigieuse qui marque l'entrée du Togo dans le mouvement sportif du Commonwealth.

En novembre 2025, le Togo avait déjà reçu le Bâton du Roi (King's Baton Relay), symbole de la préparation de l'événement. Dans la même logique, le président de la Fédération des jeux

du Commonwealth (CGF), Dr Chris Jenkins OBE, s'était rendu à Lomé fin 2024 pour organiser l'accompagnement du pays.

Les Jeux du

plusieurs disciplines classiques et para-sportives telles que l'athlétisme, la natation, la boxe, le cyclisme, l'haltérophilie, le tennis de table et le rugby à 7. Le pays compte couvrir

diversité et l'unité à travers le sport.

À travers les Jeux du Commonwealth, des valeurs communes telles que la démocratie, l'humanité et l'égalité sont

2026 revêt une importance capitale avec à la clé de nouvelles réformes.

Quid de la particularité de l'édition 2026 ?

Cette année, le format des Jeux du Commonwealth, selon les organisateurs, sera plus concentré sur 10 à 12 disciplines sportives. Sont exclues des disciplines traditionnelles comme le hockey, le squash et la plongée. De même, les épreuves se dérouleront sur un nombre limité de sites à travers l'Écosse, pays hôte, pour réduire les coûts et limiter les explosions.

L'autre particularité de ces jeux auxquels le Togo prendra part pour la première fois est la forte intégration d'épreuves para-sportives comme l'athlétisme, la natation, le boulingrin, le cyclisme sur piste et le basketball 3 x 3.

Ces jeux Commonwealth 2026, dont le coût est estimé à environ 150 millions de livres sterling, soit environ 112,79 milliards FCFA, réuniront 72 à 74 nations et territoires, dont le Togo.

Caleb Akponou



L'affiche annonçant la participation du pays

Commonwealth de Glasgow en Écosse regrouperont des athlètes de l'organisation, avec le soutien des autorités togolaises pour une première apparition réussie du Togo. Pour les autorités sportives du pays, il ne s'agira pas de faire une simple apparition, mais de marquer cette première participation. Pour ce faire, les petits plats sont mis dans les grands pour relever les défis avant le début des jeux.

Pour la participation du Togo, le CNO-Togo cible

simultanément le para-athlétisme, la para-natation, le para-cyclisme et la para-haltérophilie.

Connaitre le Commonwealth Game

Compétition multisports internationale majeure réunissant tous les quatre (4) ans les meilleurs athlètes des nations membres du Commonwealth, les Jeux du Commonwealth, sont officiellement créés en 1930. Ils rassemblent tous les quatre ans, des athlètes de plus de 70 pays pour favoriser la coopération, la

prônées. Se présentant comme un tremplin, ces jeux permettent aux athlètes de se mesurer à des compétiteurs de calibre olympique.

Mettant un accent sur l'inclusion, les jeux du Commonwealth encouragent les échanges sportifs et la fraternité entre les participants et se présentent dans le calendrier sportif mondial comme une étape préparatoire aux Jeux olympiques. Particulièrement, l'édition

Eliminatoires coupe du monde féminin U17**Le Togo stoppé au premier tour**

Les Eperviers Dames des moins de 17 ans, n'ont pas réussi à franchir le premier tour des éliminatoires de la Coupe du Monde. Face aux Black Starlettes du Ghana, elles se sont inclinées au match aller comme retour.

Le parcours des Eperviers U17 filles dans les éliminatoires de la Coupe du Monde s'arrête dès le premier tour. Opposées au Ghana lors de la manche retour à Accra, les togolaises se sont inclinées lourdement (6-0), après une défaite 2-0 à l'aller, pour un score cumulé de 8-0.

Dès l'entame, les Eperviers U17 Filles ont tenté de rester compactes pour contenir les offensives adverses. Mais cette organisation a rapidement été mise à mal. Sur un coup franc direct dès la 6e minute, Juliana Gyekyewaa ouvre le score pour le Ghana. Huit minutes plus tard, Zeinab

Shani double la mise d'une frappe lointaine (2-0, 14e). Dominateur, le Ghana accentue la pression et profite des espaces pour inscrire deux nouveaux buts avant la pause (4-0 à la mi-temps).

Au retour des vestiaires, les Black Maidens poursuivent sur le même rythme, imposant un pressing haut et une maîtrise collective qui laissent peu d'initiatives aux togolaises. Malgré une attitude plus prudente pour limiter les dégâts, les Eperviers concèdent encore deux buts en seconde période, dont un dans le temps additionnel, scellant définitivement le sort de la rencontre (6-0).

À l'issue du match, le sélectionneur togolais, Ben Adzakpa, a salué l'engagement de ses joueuses tout en reconnaissant les



Une action lors de la confrontation Ghana-Togo

insuffisances observées : « Je félicite mes joueuses pour leur combativité. Nous allons continuer à travailler, multiplier les matchs amicaux et revenir plus fortes. Je remercie

la Fédération togolaise de football pour les moyens mis à notre disposition».

Malgré cette élimination, cette campagne constitue une étape d'apprentissage

pour cette jeune équipe, appelée à progresser en vue des prochaines échéances. Le Ghana, de son côté, se qualifie logiquement pour le second tour.

TM et FTF

7è Championnat national du slam patriotique Une réussite qui encourage

La 7è édition du Championnat national du Slam patriotique (CNSP) a connu sa grande finale vendredi 17 avril 2026 à l'université de Lomé. Cet événement, porté par l'Association culturelle pour l'éducation et le social en Afrique (ACES), a permis de sacrer champion, Grand Kodjo Esai Ahiadou, alias Slamophob.



Les lauréats au CNSP 2026

Au nombre de 38 candidats au départ, ils sont 15 à prendre part à la grande finale du CNSP 2026, qui a pour l'occasion mobilisé le public et plusieurs personnalités. Tenue sous le thème : « Différents mais unis pour la patrie de demain », la grande finale a permis d'évaluer les candidats sur la base de cinq (5) critères, à savoir : la présence scénique, l'articulation, l'appréciation du public, le texte et la gestion du temps.

Au terme des prestations où les candidats ont rivalisé d'ardeur, la première place est revenue à Ahiadou Grand Kodjo Esai, alias Slamophob. Il est reparti avec le trophée mis en jeu, une moto neuve, une enveloppe d'un (1) million de FCFA, un bon d'enregistrement au studio et plusieurs autres lots. Le

deuxième et le troisième sont respectivement repartis avec une enveloppe de 300 000 et 200 000 en plus de divers lots.

Outre les lauréats, plusieurs prix spéciaux ont été également décernés. Il s'agit entre autres, du prix découvert, du prix de

résilience et du prix spécial promoteur de Slam togolais à l'international.

« C'est une fierté pour moi de réaliser que le slam a cette capacité de toucher énormément de gens... J'ai été émerveillé par le public qui était présent pour me soutenir », s'est félicité le champion du CNSP 2026, Ahiadou Grand Kodjo Esai, alias Slamophob, avant d'ajouter : « le message que je transmets, c'est de vivre dans l'unité, dans la solidarité. Il est toujours bon de donner le meilleur de soi car le Togo reste notre patrie et c'est à nous, Togolais, de le bâtir ».

Une satisfaction

Pour le promoteur Kounkey Ékue Hola Wisdom alias Kaporal Wisdom, président d'Aces Afrique, la satisfaction est au rendez-vous.

« Je ne peux qu'être



Les gagnants du deuxième et troisième prix



Remise de prix champion du CNSP 2026

satisfait quand le public même donne le nom du gagnant. Ce dernier est arrivé à convaincre à la fois le public et le jury... C'est une fierté pour moi de savoir que tout s'est bien passé et que tout s'est bien déroulé... Le gagnant en était à sa quatrième participation. C'est dire qu'il a été résilient. Félicitations à lui », a indiqué le promoteur avant d'ajouter : « le 27 avril, le champion sera sur scène avec moi au niveau du stade omnisports de Lomé pour le festival de l'indépendance pour une fois

encore le célébrer ». Selon Kaporal Wisdom, l'objectif à travers le thème retenu pour la grande finale, c'est d'abord de pouvoir renforcer l'engagement patriotique des jeunes slameurs, de les outiller pour devenir des professionnels et de leur donner un moyen de déplacement qui est cette moto qu'ils gagnent chaque année.

« Nous sommes sans savoir que le Togo est en train de traverser des moments de crises intenses... Notre objectif à travers le thème

retenu pour la finale est de rassembler tout le monde... On peut être différent, mais travailler ensemble pour la patrie même si l'on vient du nord, du sud, de l'est ou de l'ouest », a mentionné le promoteur.

Rappelons que trois thèmes ont marqué la compétition de cette année. Il s'agit de : « L'art entre le digital et la cohésion sociale », « L'artisan de paix au 21è siècle » et à la finale : « Différents, mais ensemble pour la patrie ».

Caleb Akponou

Togo Media Foot 2026

CBI Togo devient sponsor officiel de la première édition

Le paysage médiatique et sportif togolais s'enrichit d'une initiative inédite. Le 15 avril 2026, CBI Togo a officialisé son partenariat avec les promoteurs du Festival Togo Media Foot 2026, s'engageant en qualité de sponsor officiel de cette première édition.

Prévu le 2 mai 2026 à Lomé, l'événement se veut un espace de convergence entre les professionnels des médias, les leaders d'opinion et le grand public, autour des valeurs universelles du sport. Au-delà de la compétition, les organisateurs entendent



proposer un cadre de rencontres, d'échanges et de convivialité, tout en valorisant le rôle structurant des médias

dans la société.

À travers cet engagement, CBI Togo affirme une stratégie orientée vers la proximité et l'impact social.

L'institution bancaire met également en avant Coris Money, sa solution de monnaie électronique, pensée pour répondre aux usages d'une clientèle de plus en plus connectée.

Pour le directeur général, Alassane Kabore, ce partenariat dépasse le simple cadre promotionnel. Il s'inscrit dans une volonté d'accompagner les journalistes, acteurs essentiels du lien social, en soutenant des initiatives qui favorisent la cohésion et la fraternité.

Au-delà de la visibilité de

marque, cette collaboration traduit une ambition plus large : consolider les relations entre le secteur bancaire et les médias, partenaires clés dans la diffusion de l'information et la valorisation des initiatives économiques.

À quelques semaines de son lancement, le Festival Togo Media Foot 2026 s'annonce comme un rendez-vous fédérateur, mêlant sport, réseau et célébration d'une profession au cœur de la vie publique.

Caleb Akponou



TMONEY SA

Envoie et reçois instantanément de l'argent

du Bénin, Côte d'Ivoire, Sénégal, Mali, Burkina Faso, Niger, Guinée Bissau*

Mixx, le 1^{er} et seul opérateur Mobile Money au Togo à connecter toute l'UEMOA.



*Pays de la zone UEMOA